

Conseillers Brillants

À propos des auditeurs financiers de Wirecard et le jeu d'échecs

#EY #Ernst&Young #Wirecard #BaFin #Audit #Munich #Bundestag

Selon une légende indienne, il était une fois un roi au cours de la vie duquel le jeu d'échecs a été inventé. Le roi en était si enthousiaste qu'il invita l'inventeur dans son château pour lui accorder un souhait. L'inventeur était un homme intelligent et a réfléchi pendant un moment, jusqu'à ce qu'il désigne l'échiquier devant le roi. Il suggéra qu'il aimerait avoir des grains de riz, un sur le premier champ, deux fois plus sur le deuxième, sur le troisième le double de la quantité de riz du précédent, chaque case doublant la précédente, jusqu'à atteindre le 64e champ de l'échiquier.

Le roi fut impressionné par la modestie de l'homme et exauça son vœu sans considérer que la somme cosmique de 18 trillions, 446 mille et 744 billions, 73 milliards, 709 millions, 551 mille et 615 grains de riz s'était accumulée sur la 64e case du plateau - le l'équivalent de 376 millions et 80 mille trains chacun avec 30 wagons remplis de 30 tonnes de riz chacun. Soit environ 433 fois la production mondiale de riz en 2018. C'est ainsi que le roi a perdu tout son royaume au profit de l'homme.

D'une manière pas si différente, l'un ou l'autre auditeur financier du grand cabinet de conseil Ernst & Young (EY) semble s'être mis en tête de proposer des conseils financiers à l'entreprise reine allemande Wirecard, qui a remplacé en septembre de la même année 2018 la Commerzbank à la bourse reine allemande DAX. Pour les entreprises cotées à la plus grande bourse d'Allemagne, il y a la grande responsabilité de la préparation correcte des données financières, qui doivent être présentées aux investisseurs et au public de manière très détaillée tous les trois mois, et à la fin de chaque année. Si l'on entend rarement parler du travail comptable méticuleux assemblé dans la plupart des entreprises, les choses étaient totalement différentes chez Wirecard, ceci en fait bien avant 2018.



2005

Il faut commencer par l'année 2005, lorsque Wirecard a complètement absorbé la société berlinoise InfoGenie AG, pour finalement se retrouver en tant que société par actions cotée sur le TecDax allemand. L'aide professionnelle pour les nombreux rapports financiers a d'abord été demandée à la société d'audit munichoise Control5H GmbH, dont les auditeurs Roland Weigl et Ulrich Burkhardt ont signé les bilans de Wirecard dès le début.

En 2005, Wirecard a apparemment été l'un des premiers à inventer les cartes de crédit dites virtuelles, disponibles uniquement sous forme électronique et utilisées pour les paiements sur Internet. De nombreuses entreprises ont été séduites et sont devenues clientes de Wirecard au cours des années suivantes. La même année, Wirecard a annoncé le rachat de la banque berlinoise XCOM Bank AG pour 18 millions d'euros, une banque qui avait obtenu une licence de Visa et Mastercard pour émettre des cartes de crédit.



2006

Le [rapport annuel 2006 de Wirecard](#) indique à la page 44 qu'un peu plus de 5 millions d'euros ont été dépensés en frais d'acquisition pour XCOM Bank AG. En outre, 18 millions d'euros supplémentaires ont été dépensés pour un (ou leurs) obscur «portefeuille de clients composé d'une base de clients de divers types de fournisseurs de services Internet européens, 11 millions d'euros en espèces plus 1,3 million d'actions Wirecard», ainsi qu'une «composante variable pouvant atteindre 17 millions d'euros versée sous la forme d'un bon de souscription du débiteur».

Les actionnaires ne semblent pas s'être beaucoup plaints, sauf peut-être Fidelity International Limited, dans les îles Bermudes, dont les droits de vote de Wirecard sont tombés à 2,88% selon le rapport 2006. Comme d'habitude, les auditeurs de Control5H, Weigl et Burkhardt, ont signé sans soulever le moindre problème pour l'exercice 2006. Tout va bien.



2007

Le [rapport annuel 2007](#) suivant montre que Wirecard a connu son premier et important pic de croissance au cours de cette année commerciale. La valeur de l'action a presque doublé, à tel point que le président du conseil d'administration, Klaus Rehnig, a vendu environ 10% de ses actions Wirecard à la mi-décembre 2007, faisant de lui au moins un double millionnaire. On ne sait pas si sa femme Tanja a également vendu une partie de ses actions Wirecard à ce moment-là. Elle détenait avec 2,95% une participation légèrement plus élevée dans Wirecard que son mari président (rapport annuel 2007, page 16).



2008

Quelques mois plus tard, les premières plaintes sérieuses concernant les audits financiers de Control5H GmbH, qui s'est rebaptisée RP Richter GmbH à cette époque, ont fait surface. Le [rapport annuel 2008 de Wirecard](#) indique ce qui suit:

L'association de protection des investisseurs Schutzgemeinschaft der Kapitalanleger e.V. (SdK) a introduit une action visant à contester les résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle concernant la décharge du directoire et du conseil de surveillance ainsi qu'une demande d'ordonnance judiciaire visant à faire déclarer nuls et non avenue les états financiers annuels de la société pour

l'exercice 2007... Cette action est toujours en cours en première instance [tribunal] sans qu'un jugement définitif ait encore été rendu.

(Rapport annuel Wirecard 2008, page 81 & 114)

D'autres détails dans le rapport annuel 2008 à la page 20 montrent qu'à l'issue de l'assemblée générale de Wirecard le 24 juin 2008, la Protection Association of Investors (SdK) s'est publiquement plaint des états financiers, probablement en rapport avec [les commentaires du blogueur 'memyselfandi007'](#) sur le forum Internet WallStreet-Online. Ces plaintes ont incité le conseil de surveillance de Wirecard à lancer un audit spécial pour 2007 par Ernst & Young (EY), qui était désormais situé à côté des auditeurs de RP Richter GmbH. En particulier, les circonstances de la prise de contrôle par Wirecard de TrustPay International AG en 2007 ont dû être réexaminées, comme l'indique le conseil de surveillance lui-même dans le rapport annuel 2008 à la page 14.

En août 2008, ces questions ont été discutées lors d'une nouvelle réunion du Conseil de Surveillance. En octobre 2008, les auditeurs d'EY ont été invités à fournir une explication des plaintes de SdK. Étonnamment cependant, les conclusions d'EY n'ont eu aucune influence sur les données financières précédemment préparées pour 2007, comme l'a annoncé le conseil de surveillance:

Préalablement à sa réunion d'octobre 2008, le Président du Conseil de Surveillance et le Directoire ont demandé aux commissaires aux comptes d'Ernst & Young d'expliquer les conclusions de leur audit. Au cours du processus, des éléments individuels ont été discutés mais qui n'ont eu aucun impact significatif sur le caractère significatif et l'exactitude des états financiers consolidés et du rapport de gestion consolidé pour 2007. Dans l'ensemble, il n'y avait aucune indication de déclarations trompeuses dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion consolidé pour 2007.

(Rapport annuel Wirecard 2008, page 14)

Des effets secondaires cependant : Klaus Rehnig, jusqu'alors président du conseil de surveillance et millionnaire au moins depuis fin 2007, quitte ses fonctions lors de l'assemblée générale du 24 juin 2008. Il est remplacé par Wulff Matthias. Les nombreux fonds et sociétés mondiaux qui ont investi dans Wirecard et qui figuraient toujours dans le [rapport annuel 2008](#) à la page 73 ne semblaient pas trop déranger.

Maintenant que Wirecard pouvait fonctionner avec sa propre banque de cartes Wire, les affaires battaient leur plein, en particulier dans les jeux d'argent en ligne. À tel point que la société de cartes de crédit [Mastercard a infligé une amende de](#) plus de 11 millions de livres sterling à Wirecard en 2008 pour avoir étiqueté de nombreuses transactions financières avec des codes de transaction incorrects, selon Mastercard.

2009

Visa a également déposé une plainte auprès de Wirecard au sujet de leurs détaillants louches seulement un an plus tard, fin 2009. Lorsque ceux-ci, pour les détaillants très rentables de Wirecard, n'ont changé

que leur nom commercial, mais pas leurs volumes de transactions traités via Wirecard, les États-Unis ont imposé une **amende de 12 millions de dollars américains** via un procès connexe.

Entre-temps, les deux principaux fournisseurs de paiement anglo-américains Visa et Mastercard avaient probablement pris connaissance de l'étoile filante allemande et souhaitaient dès le départ faire la différence sur le marché mondial des paiements avec ces amendes. Wirecard ne mentionnerait visiblement ces amendes dans aucun de leurs rapports finaux.

Tout à fait possible que pendant ce temps un rejet exorbitant de tous les anglo-américains se soit imposé au niveau de la haute direction de Wirecard. Ce rejet a peut-être été l'une des raisons pour lesquelles non seulement toutes les autorités allemandes de surveillance financière ont été touchées, mais même les procureurs pénaux de Munich, qui à partir de ce moment - et surtout une décennie plus tard - ont préféré s'en prendre aux journalistes d'investigation et détecteurs de fraude, que d'enquêter sur Wirecard.

Il convient de mentionner que le co-fondateur et ex-opérateur porno Paul Bauer-Schlichtegroll quitte le conseil de surveillance le 31 octobre 2009 (**Rapport annuel Wirecard 2009**, page 66). Au 10 décembre 2009, son successeur est Stefan Klestil, fils de l'ancien président autrichien Thomas Klestil, décédé en 2004. En 2009, son fils Stefan deviendrait non seulement membre du conseil de surveillance de Wirecard, mais sa belle-mère veuve Margot Klestil- Loeffler a également été **nommée ambassadrice à Moscou, en Russie**, où elle représenterait les intérêts autrichiens jusqu'en 2014, année des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi. Les nombreux projets de construction gigantesques à Sotchi au cours de cette période ont également été réalisés avec l'aide du géant autrichien de la construction Hochtief, où l'entrepreneur et oligarque russe **Oleg Deripaska a considérablement augmenté sa participation en tant qu'actionnaire**.



2010

Jan Marsalek est nommé à l'équipe de direction de Wirecard le 1er février 2010, succédant à Rüdiger Trautmann en tant que COO. Lors de sa réunion d'avril 2010, le conseil de surveillance a traité des «accusations portées contre le groupe Wirecard, publiées entre autres sur le site GoMoPa» concernant l'affaire de blanchiment d'argent impliquant Michael Schütt en Floride et Wirecard UK. Des «contre-mesures appropriées» ont été prises, selon le président du conseil d'administration, Wulff Matthias (**Rapport annuel Wirecard 2010**, page 17). Dans le détail, cela signifiait que GoMoPa avait d'abord corrigé les déclarations des dénonciateurs sur leur site Web, pour ensuite les rétracter entièrement; en outre, les procureurs de Munich ont enquêté sur GoMoPa au lieu de poursuivre sérieusement l'implication de Wirecard dans l'affaire de blanchiment d'argent.

Les auditeurs d'EY et ceux de RP Richter GmbH signent conjointement le rapport annuel pour 2010. Il est intéressant de noter que ce problème ennuyeux avec les états financiers 2007 et la reprise de Trustpay AG par Wirecard devaient encore être mentionnés, également l'année précédente:

Comme indiqué dans le rapport de gestion du groupe, un recours en annulation des comptes annuels de l'exercice 2007 de la société mère Wirecard AG ainsi qu'un recours en contestation de deux résolutions d'assemblée générale adoptées en 2008 relatives à l'exonération du directoire et du conseil

de surveillance de Wirecard AG ont été constitués. À cet effet, le tribunal régional de Munich I a engagé un expert en 2009. La procédure est toujours pendante.

(Rapport annuel Wirecard 2009, page 209; Rapport annuel 2010, page 225)

2011

Les choses seraient complètement différentes à partir de 2011. Même si le rapport annuel de Wirecard mentionne qu'EY a été payé 433 000 euros pour son audit financier pour cet exercice (Rapport annuel Wirecard 2011, page 232), tout d'un coup, les auditeurs de RP Richter GmbH n'apparaissent plus dans le rapport final, pas non plus dans les années à venir. Alors que les auditeurs financiers eux-mêmes avaient signé le bilan annuel et les bilans financiers de Wirecard au cours des années précédentes, ils ne seraient désormais approuvés et personnellement signés que par le PDG Dr. Markus Braun, le directeur financier Burkhard Ley et le directeur d'exploitation Jan Marsalek.

Le rapport annuel 2011 de Wirecard indique également que le procès de la Protection Association of Investors (SdK) contre Wirecard était terminé et que des modifications pour les états financiers et les rapports de 2007 n'étaient pas nécessaires:

L'action intentée par la Schutzgemeinschaft der Kapitalanleger eV (SdK) concernant, entre autres questions, les comptes annuels (comptes financiers individuels) de la société pour l'exercice 2007, a été légalement close. La décision n'entraîne aucune modification des états financiers (états financiers consolidés ou mono-entités), ni n'a d'incidence sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

(Rapport annuel Wirecard 2011, page 155)

Les rapports financiers 2007 n'ont jamais été corrigés. Au contraire, les procureurs de Munich **inculperaient les employés de SdK et les vendeurs à découvert** pour leurs plaintes plus que justifiées également contre les rapports financiers 2007 de Wirecard, condamneraient quelques-uns et même emprisonner certains dans le centre de Stadelheim de Munich pendant 18 mois.

2012 - 2015

Pour les travaux sur les audits financiers 2012, EY a perçu environ 150 000 euros de plus que pour l'audit de l'exercice précédent (Rapport annuel Wirecard 2012, page 213). La hausse de salaire en valait la peine, semble-t-il. Au cours des années suivantes, Wirecard a connu une croissance rapide, en particulier grâce à ses activités en Asie.

Le rapport annuel 2013 de Wirecard ne mentionne que deux procédures judiciaires contre la société à la page 124. Un an plus tard, le rapport annuel 2014 déclare à la page 134 que toutes les procédures pendantes sont traitées soit par le tribunal régional I de Munich, soit par le tribunal régional supérieur de Munich. Les poursuites contre Wirecard durent généralement des années, jusqu'à ce qu'après la plainte, l'appel ou la révision d'une partie adverse, la procédure se termine généralement par un accord des deux parties, ou au profit de Wirecard au cours de ces années.

Le rapport annuel 2015 de Wirecard indique qu'au moins six procédures judiciaires sont en cours contre la société, ainsi qu'un nombre indéterminé de procédures plus petites. Perdre l'un de ces cas serait «extrêmement improbable», selon Wirecard (Rapport annuel 2015, page 146).

2016

En 2016, le fameux Zatarra-Report de Matthew Earl a été initialement publié sur un compte de médias sociaux et peu après évoqué par divers journalistes et le vendeur à découvert Fraser Perring. Le rapport mettait en lumière les scandales financiers entourant les rachats de Wirecard en Asie. Wirecard dépose une plainte pénale contre ce rapport, une enquête pénale sur les vendeurs à découvert britanniques a été ouverte par les procureurs de Munich.

Les auditeurs d'EY deviennent particulièrement créatifs en 2016. L'activité de Wirecard en Asie s'est faite via des partenaires là-bas qui avaient besoin de titres pour leurs activités commerciales. Apparemment, les auditeurs d'EY ont eux-mêmes recommandé à la haute direction de Wirecard dans une proposition de 2016 l'utilisation de comptes en fiducie, où les bénéficiaires présumés des partenaires commerciaux tiers seraient protégés.

Mi-juin 2016, Wirecard a décidé d'élargir le Conseil de Surveillance et nommé Tina Kleingarn et Vuyiswa M'Cwabeni en tant que nouveaux membres (Rapport Annuel 2016, page 15). Le rapport mentionne également qu'en 2015, au moins trois poursuites ont été ouvertes contre Wirecard et en 2016 au moins deux. Ceux-ci sont chacun décrits sans exception comme, citant: «Wirecard AG estime qu'il est peu probable de perdre cette affaire» (Rapport annuel 2016, pages 151 et 152).

Très probablement, ces poursuites étaient le résultat de plaintes concernant les activités asiatiques de Wirecard. Pour l'audit financier de 2016, les auditeurs d'EY ont accepté des documents contrefaits de l'obscur fiduciaire de Wirecard sous le nom de «Citadelle Corporate Services», selon lesquels 86 millions d'euros auraient été déposés sur des comptes en fiducie dans une banque de Singapour. Les reçus contrefaits ont été soumis sous forme de documents PDF avec un cachet et une signature falsifiés. EY a signé.

2017

En juin 2017, le conseil de surveillance de Wirecard «a discuté intensément des candidats possibles au poste de directeur financier» Burkhard Ley, qui a apparemment annoncé sa démission de manière assez surprenante ([Rapport annuel Wirecard 2017](#), page 13). Pour l'année 2017, Wirecard cite cinq poursuites judiciaires contre elle-même, comme d'habitude estime «qu'il est peu probable que l'affaire soit perdue», souligne également que «les risques d'un impact non significatif sur les actifs, la situation financière et les résultats d'exploitation découlant du litige en cours cas ne peuvent être totalement exclus» (rapport annuel 2017, pages 167 & 168).

2018

Les procureurs de l'État de Munich [ont émis une amende contre les éditeurs du rapport Zatarra](#) en 2018, après environ deux ans d'enquêtes et de poursuites. L'ancien [directeur général de Wirecard pour l'Asie, Pav Gill](#), avait quant à lui contacté le journaliste du Financial Times, Dan McCrum, en tant que lanceur d'alerte, qui a [publié un certain nombre de rapports](#) à partir du début de 2019, se concentrant au début sur les entreprises asiatiques douteuses de Wirecard.

Wirecard a été informée très tôt des révélations d'un lanceur d'alerte concernant les activités en Asie. Les avocats du cabinet Rajah & Tann de Singapour ont été mandatés début 2018 pour examiner des services signalés chez Wirecard Asie-Pacifique qui n'avaient apparemment jamais eu lieu. Le cabinet d'avocats a interrogé plusieurs personnes et préparé [un rapport daté du 4 mai 2018](#), qui fait état d'extraordinaires falsifications de reçus par des employés de Wirecard, et d'activités criminelles à cet endroit:

Au vu des preuves mises au jour jusqu'à présent, ces actes semblent porter au minimum des infractions graves de faux et/ou de falsification de comptes/documents en vertu de la section 477A du Code pénal de Singapour. Comme ces actes étaient intentionnels, il y a des raisons de soupçonner qu'ils ont pu être commis pour dissimuler d'autres méfaits, comme la tricherie, l'abus de confiance criminel, la corruption et/ou le blanchiment d'argent. En tant que tel, nous recommandons fortement qu'une enquête à grande échelle soit menée, étant donné le quantum élevé des sommes impliquées dans le transfert d'argent.

([Rajah & Tann rapport du 4 mai 2018](#), page 3).

À noter que Susanne Steidl a été nommée au conseil de direction de Wirecard avec effet au 1er janvier 2018. Tina Kleingarn a démissionné du conseil de surveillance fin 2017 "pour des raisons personnelles", elle est remplacée par deux nouveaux membres du conseil de surveillance, le Dr Anastassia Lauterbach et Susana Quintana-Plaza ([Rapport annuel 2018](#), page 20).

2019

Le 3 février 2019, Rajah & Tann envoie **un courriel à Wirecard** concernant le "mandat du 18 mai 2018 d'Aschheim AG pour mener une enquête de conformité interne". Le 8 février 2019, la police **fait irruption dans les bureaux de Singapour de Wirecard Asia-Pacific**. Dix jours plus tard, l'autorité de surveillance financière allemande BaFin a déclaré une **interdiction de vente à découvert sur les actions en baisse de Wirecard** pendant 8 semaines pour sauver ce qui ne pouvait apparemment plus l'être.

Ce n'est que fin mars 2019, plus de dix mois après le montage du rapport Rajah & Tann et précisément pendant l'interdiction de vente à découvert sur les actions de Wirecard imposée par l'autorité allemande de régulation bancaire BaFin, que la société d'Aschheim **dévoile un résumé d'une page adapté à Wirecard** du rapport incriminé de Rajah & Tann de mai 2018.

Ce n'est qu'après la visite de la chancelière allemande Angela Merkel en septembre 2019 en Chine, où elle a recommandé Wirecard AG en raison des importants efforts de lobbying de l'ancien ministre allemand de la Défense Karl-Theodor zu Guttenberg, que KPMG est finalement désigné fin 2019 pour préparer un **audit spécial pour l'exercice 2019**, commandé alors que le Financial Times et d'autres journalistes continuaient à faire des reportages.

Pour les rapports financiers 2019, les auditeurs d'EY ont accepté sans trop d'hésitation les confirmations écrites de Wirecard de 1,1 milliard d'euros de comptes fiduciaires en Asie. Sur ces documents, les **deux numéros de compte ainsi que les informations bancaires manquaient**. Les auditeurs d'EY au siège social de Wirecard à Munich ne s'inquiétaient pas non plus beaucoup de la notation allemande de la date sur ces documents étrangers.



2020 - 2021

EY ne refuserait de signer l'audit financier 2019 qu'en 2020. Le 18 juin 2020, Wirecard a annoncé qu'il manquait tout simplement 1,9 milliard d'euros sur des comptes fiduciaires aux Philippines.

Après le dépôt de bilan de Wirecard, un avocat de Stuttgart, entre autres, a rassemblé les actions en justice de nombreux actionnaires meurtris de Wirecard et a concentré ses efforts sur les auditeurs d'EY. Lorsque l'avocat spécialisé dans la protection des consommateurs et des investisseurs part faire une promenade à vélo le week-end au printemps 2021, il a soudain un accident **et meurt apparemment d'un traumatisme crânien encore sur place**.

En 2021, un partenaire de gestion et de conseil d'EY qui se qualifie de «médico-légal» est **invité comme témoin au comité d'enquête Wirecard à Berlin**. Le consultant en gestion et psychologue y déclarait entre autres que «Jan Marsalek était un connard super éloquent dans tous les métiers» qui agissait «en partie avec brio».

Un peu plus tard, EY a tenté d'empêcher la publication du **rapport final du comité Wirecard à Berlin** par le dépôt d'une plainte. Un auditeur d'EY a **voulu que les références à son nom soient effacées** dans le

rapport et a donc tenté de retenir l'intégralité de la publication du rapport de la commission du Bundestag de 2000 pages. Les poursuites d'EY ont non seulement été rejetées par les tribunaux de Berlin, mais également par la Cour fédérale de justice d'Allemagne (BGH) ici.

Cependant, le **rapport d'un enquêteur spécial**, commandé par le comité d'enquête de Wirecard dans le seul but de faire la lumière sur le rôle d'EY dans le scandale Wirecard, a été **réussi à empêcher une publication par les efforts d'EY** pendant plus longtemps. Non pas parce que les préoccupations des auditeurs étaient particulièrement pertinentes, mais parce que même si la commission d'enquête a déposé son dossier le 24 juin 2021, la Cour suprême fédérale n'a rendu son arrêt que le 6 août 2021, soit quelque temps après la fin officielle et légale de la commission Wirecard du Bundestag.

Pendant ce temps, les tribunaux de Stuttgart, siège d'EY en Allemagne, **refusent de traiter les nombreuses poursuites judiciaires des investisseurs en colère** là-bas et ont renvoyé toutes les procédures d'indemnisation **aux tribunaux de Munich**.

L'humble vœu d'un grain de riz, doublé sur chaque case de l'échiquier, y sera-t-il enfin exaucé ?

<https://www.sun24.news/fr/conseillers-brillants-a-propos-des-auditeurs-financiers-de-wirecard-et-le-jeu-dechecs.html>